



**Commission économique pour l'Afrique**  
**Comité d'experts de la Conférence des ministres africains**  
**des finances, de la planification et du développement économique**  
Quarante-quatrième réunion  
Tanger (Maroc) (hybride), 28-30 mars 2026

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*\*

**Aperçu de l'évolution récente de la situation économique**  
**et sociale en Afrique**

## **Aperçu de l'évolution récente de la situation** **économique et sociale en Afrique**

### **I. Résultats économiques**

#### **A. Amélioration de la croissance**

1. Après avoir enregistré une baisse continue depuis 2021, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Afrique est remonté à 4,0 % en 2025 et devrait rester inchangé en 2026, retrouvant ainsi ses niveaux d'avant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Ce taux dépasse celui de l'Amérique latine et des Caraïbes (2,3 %), mais demeure inférieur à ceux de l'Asie de l'Est et du Sud (4,6 %) et de l'Asie occidentale (4,1 %) (voir figure I). La croissance en Afrique est principalement soutenue par une amélioration de la stabilité macroéconomique, en particulier dans les pays les plus importants sur le plan économique, ce qui favorise une augmentation des investissements publics et des dépenses de consommation<sup>1</sup>.

2. Une part importante de cette croissance peut être attribuée à des investissements stratégiques dans les infrastructures, notamment le réseau ferroviaire à grande vitesse en Égypte, la zone franche de Lagos au Nigéria et la technopole de Konza au Kenya. À mesure que la confiance des investisseurs s'est accrue, ces projets ont permis de renforcer la connectivité économique et ont attiré des investissements directs étrangers essentiels<sup>2</sup>. Du point de vue de la production, le secteur des services a apporté la contribution la plus importante au PIB en 2024 (environ 49,0 % du PIB), malgré sa faible productivité et la poursuite de sa transformation structurelle, suivi par l'industrie (26,2 %), l'agriculture (17,9 %) et le secteur manufacturier (11,3 %). Les résultats remarquables du secteur des services ont été largement stimulés par les technologies de pointe et l'innovation<sup>3</sup>.

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (18 mars 2026).

\*\* E/ECA/COE/44/1/Rev.1.

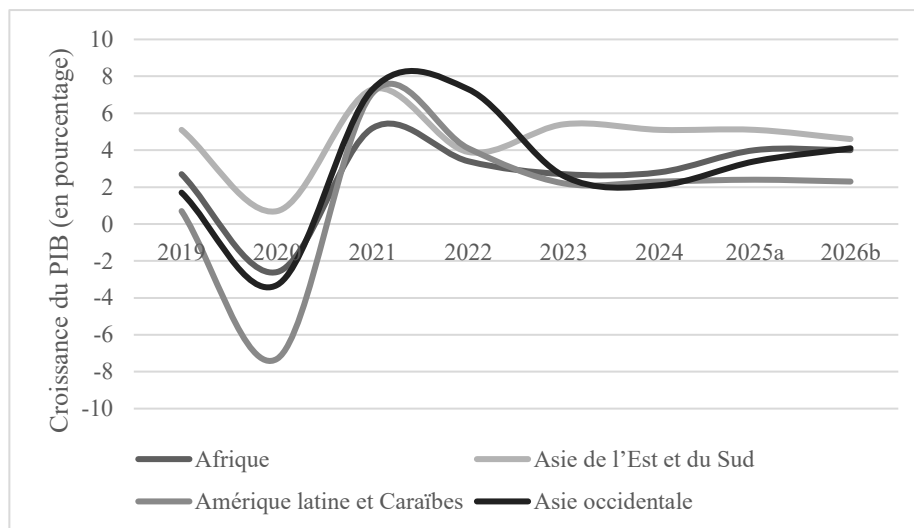
<sup>1</sup> Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique (CEA), *Economic Report on Africa 2026: Technologies for Africa's Economic Transformation* (Addis-Abeba, à paraître).

<sup>2</sup> Reuters, « Egypt says reviewing \$23 billion high-speed train network with Siemens » (en anglais seulement), 13 janvier 2021 ; Hilda Jelagat, « Kenya signs a financing agreement with Republic of Korea for the development of a digital media city at Konza Technopolis » (en anglais seulement), Konza Technopolis, 16 octobre 2024.

<sup>3</sup> Nations Unies, CEA, *Economic Report on Africa 2026* (Addis-Abeba, 2026).



Figure I  
**Croissance du PIB par région, 2019-2026**  
 (en pourcentage)



Source : *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2026* (publication des Nations Unies).

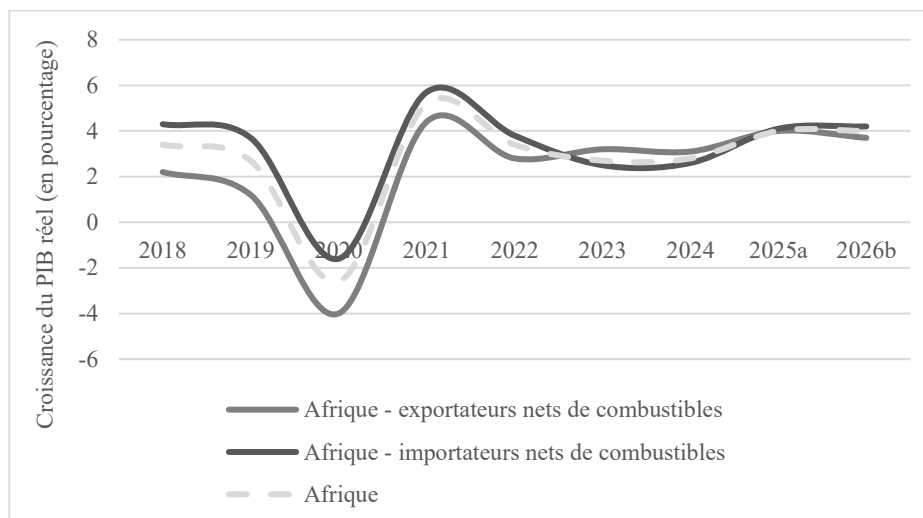
<sup>a</sup> Estimations

<sup>b</sup> Prévisions.

3. Malgré la reprise récente, la croissance en Afrique varie selon qu'il s'agit de pays importateurs ou exportateurs de pétrole (voir figure II). Dans les pays importateurs de pétrole, la croissance a été partiellement soutenue par la baisse des prix du pétrole brut, lesquels sont descendus jusqu'à 60 dollars le baril au début du mois de mai 2025, sous l'effet des incertitudes mondiales liées aux droits de douane imposés par les États-Unis et d'une demande plus faible que prévue au Brésil, en Chine et en Inde<sup>4</sup>. Cette baisse des prix du pétrole devrait toutefois avoir eu des effets négatifs sur les principaux pays africains exportateurs de pétrole, en particulier les exportateurs de brut tels que l'Algérie, l'Angola et le Nigéria. Dans ces pays, la croissance devrait reculer, passant de 4,0 % en 2025 à 3,7 % en 2026, les grands producteurs de pétrole devant réduire leur production. Une croissance économique mondiale relativement faible et une situation politique fragile dans certains pays africains tels que la Libye, le Soudan et le Soudan du Sud pourraient peser défavorablement sur les perspectives d'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région.

<sup>4</sup> Ahmad Ghaddar, Alex Lawler et Yousef Saba, « OPEC+ set to agree July oil output hike this week, sources say » (en anglais seulement), Reuters, 27 mai 2025.

Figure II  
**Croissance en Afrique par groupe économique, 2021-2026**  
 (en pourcentage)



Source : *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2026* (voir figure I).

<sup>a</sup> Estimations

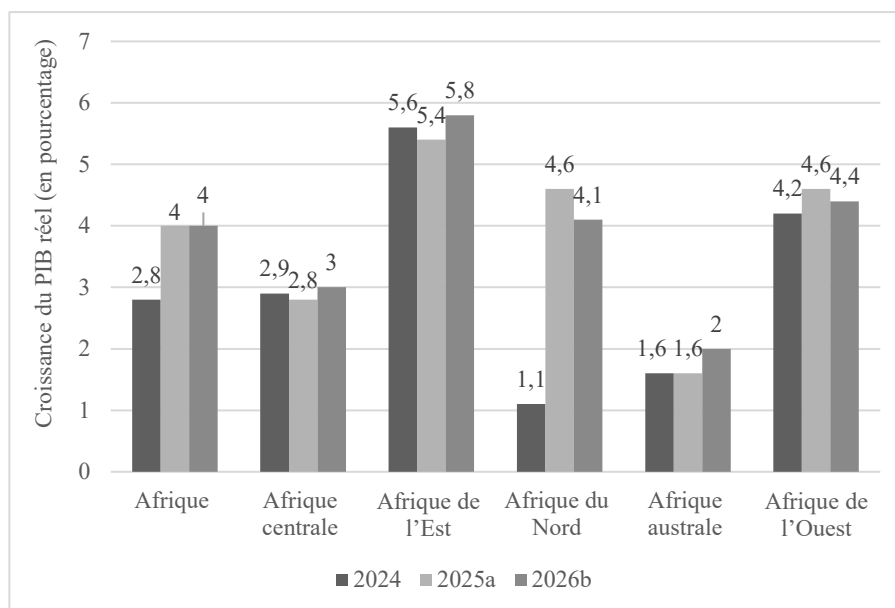
<sup>b</sup> Prévisions.

4. Les difficultés extérieures restent importantes, notamment les tensions géopolitiques persistantes et les perturbations survenues dans certains pays après les élections. Les efforts d'assainissement budgétaire continueront de peser sur la croissance du continent, tandis que le recul de l'inflation devrait stimuler la consommation privée, les investissements, la confiance des entreprises et la croissance à court et à moyen terme.

## B. L'Afrique de l'Est, sous-région à la croissance la plus rapide

5. La croissance évolue à des rythmes variables selon les sous-régions d'Afrique. L'Afrique de l'Est enregistre la croissance la plus rapide (voir figure III), portée principalement par une croissance soutenue à Djibouti, en Éthiopie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda, ainsi que par une demande intérieure vigoureuse, des investissements importants dans les infrastructures et les bons résultats des secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière. Le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo reste toutefois une préoccupation majeure pour la sous-région.

Figure III  
**Croissance en Afrique par sous-région, 2024-2026**  
 (en pourcentage)



Source : *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2026* (voir figure I).

<sup>a</sup> Estimations

<sup>b</sup> Prévisions.

6. L'Afrique de l'Ouest devrait enregistrer une croissance moyenne de 4,5 % par an en 2025 et en 2026. Le Sénégal devrait afficher la croissance la plus rapide de la sous-région, avec une moyenne de 7,5 %, suivi du Niger (7,1 %) et de la Guinée (6,6 %). Au Sénégal, la croissance est portée par le secteur des hydrocarbures, des conditions économiques favorables et le programme de transformation du Gouvernement, qui vise à faire du pays une économie émergente<sup>5</sup>. Au Niger, la croissance économique est principalement tirée par des niveaux élevés de production et d'exportations pétrolières, ainsi que par un renforcement de la demande<sup>6</sup>. Le Nigéria, principale économie de la sous-région, devrait enregistrer une croissance de 3,8 % en 2026, soutenue par une hausse de la production pétrolière, un secteur des services dynamique et des réformes intérieures<sup>7</sup>.

7. Les perspectives économiques de l'Afrique du Nord devraient rester solides à court terme : la croissance réelle du PIB devrait s'établir en moyenne à 4,6 % par an en 2025, avant de ralentir pour atteindre 4,1 % en 2026. Au Maroc, la croissance est principalement tirée par une reprise vigoureuse de la production agricole et du secteur de la construction, ainsi que par une augmentation de la consommation des ménages. En Algérie, la croissance est portée par l'accroissement de la production énergétique. En Tunisie, elle est stimulée par les recettes du tourisme et les envois de fonds entrants. En revanche, la guerre au Soudan continue de peser lourdement sur les résultats économiques de la sous-région.

8. En Afrique centrale, la croissance devrait progresser, passant de 2,8 % en 2025 à 3,0 % en 2026, sous l'effet principalement d'une accélération de la

<sup>5</sup> FMI, « Les services du FMI achèvent leur visite au Sénégal », communiqué de presse no 25/282, 26 août 2025.

<sup>6</sup> Banque mondiale, « Vue d'ensemble : Niger – Situation économique ». Disponible à l'adresse : <https://www.banquemondiale.org/ext/fr/country/niger#tab-economie> (site consulté le 15 janvier 2026).

<sup>7</sup> FMI, « IMF staff completes 2025 article IV mission with Nigeria » (en anglais seulement), communiqué de presse no 25/231, 2 juillet 2025.

croissance au Cameroun, au Tchad et au Congo. Les industries extractives constituent le principal moteur de cette croissance.

9. En Afrique australe, la croissance devrait atteindre 2,0 % en 2026. En Afrique du Sud, principale économie de la sous-région, la croissance devrait rester très modérée, estimée à 1,0 % en 2025, avant de s'établir à 1,4 % en 2026. Les perturbations de l'approvisionnement énergétique, les pénuries d'eau et les conditions météorologiques extrêmes continuent de peser sur la croissance économique du pays<sup>8</sup>. Les pays appelés à tirer la croissance de la sous-région en 2026 sont la Zambie (4,9 %), le Zimbabwe (4,2 %) et la Namibie (3,7 %). Cette croissance sera principalement stimulée par l'amélioration des secteurs minier et agricole en Zambie, par la hausse des prix des produits agricoles et des produits de base au Zimbabwe, ainsi que par la reprise de l'agriculture, l'augmentation de la production minière et l'expansion du secteur de la construction en Namibie<sup>9</sup>.

### C. Déséquilibres budgétaires dans un contexte de forte incertitude

10. Le déficit budgétaire moyen en 2025 et en 2026 devrait revenir aux niveaux d'avant la pandémie de COVID-19, les pays procédant progressivement à l'assainissement de leurs finances publiques par la rationalisation des dépenses et la mobilisation accrue des ressources intérieures (voir figure IV). Ce creusement temporaire du déficit en 2025 traduit une détérioration modérée du solde primaire, ce qui laisse supposer un ralentissement du rythme de l'assainissement budgétaire. Cette évolution s'est produite malgré un certain allègement des pressions budgétaires dans quelques pays, dont l'Éthiopie, le Ghana et la Zambie, où les processus en cours de restructuration de la dette se sont accompagnés de mesures d'austérité. L'affaiblissement de la situation budgétaire en 2025 s'explique en grande partie par la baisse des recettes publiques, en particulier celles tirées des impôts et des exportations de pétrole, ainsi que par l'augmentation des dépenses publiques, notamment pour le développement des infrastructures et le service de la dette<sup>10</sup>. Les soldes budgétaires devraient toutefois s'améliorer en 2026, sous l'effet de la hausse attendue des recettes publiques, laquelle devrait dépasser l'augmentation des dépenses publiques hors intérêts à mesure que la croissance économique s'accélère<sup>11</sup>.

11. Toutes les sous-régions, à l'exception de l'Afrique centrale, devraient réduire leur déficit budgétaire en 2026. L'Afrique du Nord devrait afficher le déficit le plus élevé, à 8,6 % du PIB (voir figure IV). L'aggravation du déficit au Maroc s'explique par l'engagement pris par le Gouvernement d'augmenter les salaires, les investissements dans les infrastructures et les dépenses sociales dans le cadre des réformes en cours<sup>12</sup>. Malgré ses efforts d'assainissement

<sup>8</sup> PricewaterhouseCoopers (PwC) « South African Economic Outlook 2025 » (en anglais seulement), décembre 2025. Disponible à l'adresse : [www.strategyand.pwc.com/a1/en/insights/south-africa-economic-outlook.html](http://www.strategyand.pwc.com/a1/en/insights/south-africa-economic-outlook.html).

<sup>9</sup> FMI, Zambia: 2025 Article IV Consultation, *Fifth Review Under the Extended Credit Facility Arrangement, and Financing Assurances Review-Press Release; Staff Report; Statement by the Executive Director for Zambia*, IMF Staff Country Reports, no 2025/225 (en anglais seulement) (2025) ; Chris Takudzwa Muronzi, « Zimbabwe on track for 6% growth as economy recovers from drought » (en anglais seulement), Reuters, 31 juillet 2025.

<sup>10</sup> Banque africaine de développement (BAD), *Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique - Janvier 2025* (Abidjan, 2025).

<sup>11</sup> Banque mondiale, « Improving governance and delivering for people in Africa », *Africa's Pulse*, no 31 (en anglais seulement) (Washington, 2025).

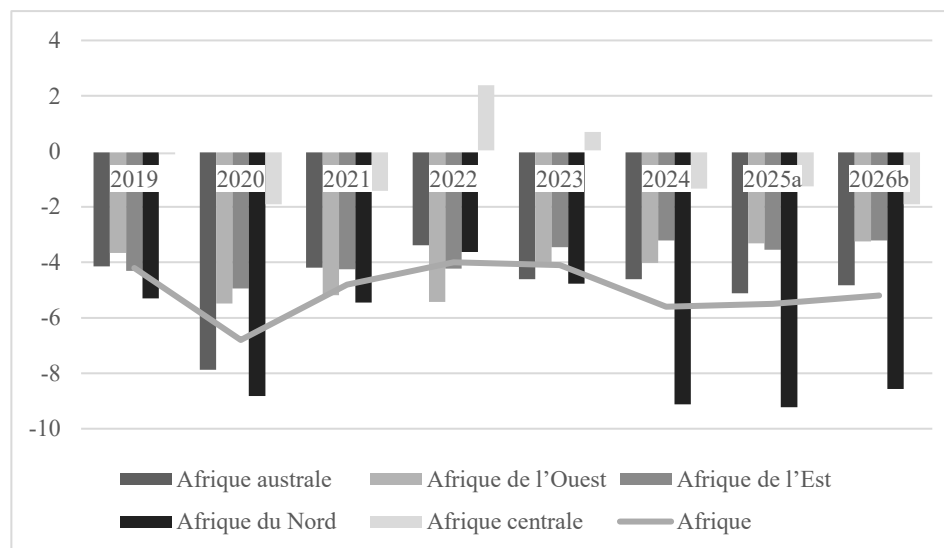
<sup>12</sup> Banque mondiale, « Rapport de suivi de la situation économique : Comment prioriser les réformes pour améliorer le climat des affaires » (Washington, 2025).

budgétaire, l'Algérie devrait enregistrer un déficit budgétaire élevé en raison de la baisse prévue des recettes tirées des hydrocarbures<sup>13</sup>.

12. L'Afrique australe devrait enregistrer le deuxième déficit le plus élevé, à 4,8 % du PIB, principalement en raison de la forte hausse des coûts du service de la dette, qui restreint la marge de manœuvre budgétaire de la sous-région.

Figure IV

**Déficit budgétaire (capacité nette ou besoin net de financement des administrations publiques), 2019-2026**  
(en pourcentage du PIB)



Source : calculs de la CEA fondés sur les données du Fonds monétaire international (FMI), « Perspectives de l'économie mondiale (WEO) ». Disponible à l'adresse : [https://data.imf.org/en/Data-Explorer?datasetUrn=IMF.RES:WEO\(9.0.0\)](https://data.imf.org/en/Data-Explorer?datasetUrn=IMF.RES:WEO(9.0.0)) (site consulté le 23 décembre 2025)

<sup>a</sup> Estimations

<sup>b</sup> Prévisions.

13. En Afrique de l'Est, le déficit budgétaire moyen devrait reculer, passant de 3,5 % en 2025 à 3,2 % en 2026, grâce aux efforts d'assainissement budgétaire déployés en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Dans le même temps, le déficit budgétaire de l'Afrique centrale devrait s'accroître pour atteindre 1,9 % en 2026, tout en restant le plus faible en moyenne parmi les sous-régions. Cette évolution s'explique en grande partie par la reprise de l'activité économique, soutenue par des prix mondiaux favorables des produits de base, ainsi que par la discipline et la viabilité budgétaires associées aux programmes du FMI mis en œuvre dans certains pays, dont l'Éthiopie<sup>14</sup>.

14. À l'inverse, la situation budgétaire de l'Afrique de l'Ouest devrait s'améliorer, le déficit devant se réduire de 4,0 % en 2025 à 3,3 % en 2026, sous l'effet des efforts d'assainissement budgétaire engagés dans la plupart des pays de la sous-région. Les résultats budgétaires du Nigéria sont soutenus par l'engagement continu du Gouvernement en faveur des réformes mises en œuvre en 2023, notamment la suppression des subventions aux carburants. L'amélioration des résultats budgétaires en Gambie et au Ghana est appuyée par des programmes du FMI et des initiatives de restructuration de la dette<sup>15</sup>.

<sup>13</sup> Banque mondiale, « Algeria », dans *Macro Poverty Outlook* (en anglais seulement) (Washington, 2025).

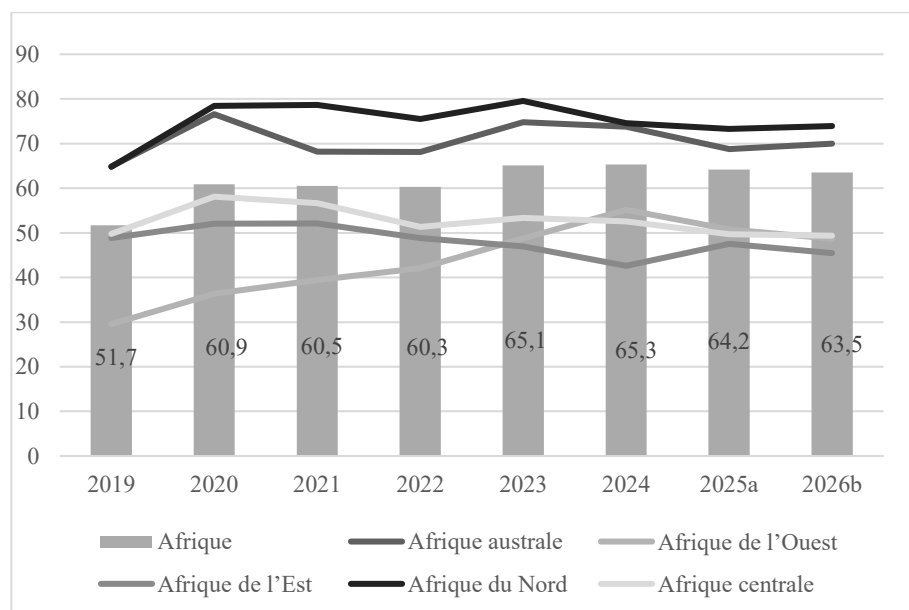
<sup>14</sup> Shani Smit-Legton, Irmgard Erasmus et Michael de Kock, « Juggling reform, revenue, and restraint in 2025/26 budgets », Research briefing: East Africa (en anglais seulement) (Oxford Economics Africa, 2025).

<sup>15</sup> Ibid.

## D. Une dette publique encore élevée

15. Grâce aux efforts soutenus d'assainissement budgétaire dans de nombreux pays africains, les ratios d'endettement public se sont globalement stabilisés, tout en restant nettement supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie de COVID-19. De nombreux pays africains consacrent encore une part plus importante de leur budget au paiement des intérêts qu'à des priorités de développement telles que la santé, l'éducation et les secteurs productifs. Entre 2021 et 2023, les pays africains ont dépensé plus de 70 dollars par habitant au titre des paiements d'intérêts, contre 44 dollars par habitant pour la santé et 63 dollars par habitant pour l'éducation<sup>16</sup>. En outre, plus de la moitié de la dette extérieure de l'Afrique est libellée en dollars, ce qui expose le continent aux risques de change et à des coûts d'emprunt élevés. En Afrique du Sud, en Angola, en Éthiopie, au Ghana, au Nigéria et en Zambie, plus de 80 % de la dette extérieure est libellée en dollars<sup>17</sup>. Certes, le ratio moyen dette/PIB des pays africains devrait diminuer légèrement, passant de 65,3 % en 2024 à 63,5 % en 2026 (voir figure V), mais ces chiffres masquent d'importantes disparités entre pays, les niveaux d'endettement demeurant particulièrement élevés dans plusieurs d'entre eux. En 2026, l'Afrique du Nord devrait enregistrer le ratio moyen dette/PIB le plus élevé, suivie de l'Afrique australe, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale. En septembre 2025, sept pays africains étaient considérés comme en situation de surendettement, tandis que 14 autres étaient classés comme présentant un risque élevé de surendettement<sup>18</sup>.

Figure V  
**Dette publique brute par sous-région, 2020-2026**  
(en pourcentage du PIB)



Source : calculs de la CEA fondés sur des données provenant de « Perspectives de l'économie mondiale » (World Economic Outlook) (voir figure IV).

<sup>a</sup> Estimations

<sup>b</sup> Prévisions.

<sup>16</sup> CNUCED, « A world of debt: it is time for reform » (en anglais seulement) (2025).

<sup>17</sup> Nations Unies, Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, *Décrypter la dette de l'Afrique : vers une solution durable et pérenne* (2024).

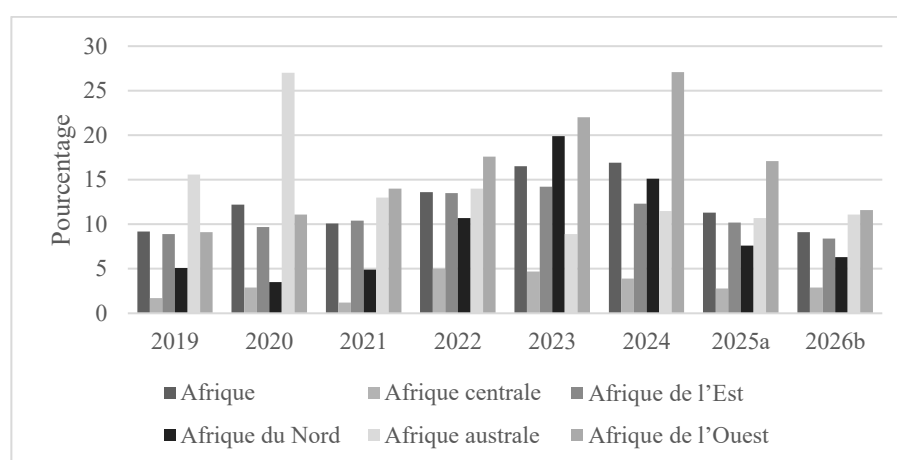
<sup>18</sup> FMI, « List of LIC DSAs for PRGT-eligible countries as of September 30, 2025 » (en anglais seulement) (2025).

## E. Désinflation attendue dans un contexte de stabilisation des taux de change

16. Le taux d'inflation moyen au niveau régional devrait reculer pour s'établir à 9,1 % en moyenne en 2026, sous l'effet principalement de la baisse des prix des denrées alimentaires et de la diminution attendue des prix mondiaux du pétrole, en particulier dans les pays importateurs de pétrole (voir figure VI). Le nombre de pays enregistrant une inflation à deux chiffres devrait passer de 15 en 2024 à 10 en 2026<sup>19</sup>. L'inflation devrait toutefois rester élevée dans certains pays, les risques demeurant orientés à la hausse en raison d'éventuelles augmentations des prix des produits de base, de la volatilité des taux de change et de conditions météorologiques défavorables. La désinflation observée en Afrique australe repose néanmoins sur une politique monétaire prudente et une relative stabilité monétaire au Zimbabwe, ainsi que sur une inflation contenue dans les pays de la Zone monétaire commune (ZMC)<sup>20,21</sup>.

Figure VI

### Inflation annuelle des prix à la consommation par sous-région, 2020-2027



Source : *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2026* (voir figure I).

<sup>a</sup> Estimations

<sup>b</sup> Prévisions.

17. Les taux d'inflation ayant évolué différemment selon les pays, les mesures prises en matière de politique monétaire ont également varié. Certains pays ont resserré leur politique monétaire, d'autres ont marqué une pause dans le cycle de relèvement des taux directeurs, tandis que d'autres encore ont abaissé leur taux directeur. Les pays continueront d'adopter des orientations de politique monétaire différentes en fonction de leur niveau d'inflation, du degré d'incertitude entourant l'action publique et de l'évolution de leur monnaie nationale.

18. La dynamique des taux de change reste l'un des principaux facteurs de risque pesant sur les estimations de l'inflation et devrait être influencée par l'incertitude entourant les droits de douane. Depuis 2024, la plupart des monnaies nationales africaines se sont stabilisées, à mesure que les conditions financières sont devenues moins restrictives et que les effets bénéfiques des réformes des marchés des changes ont commencé à se concrétiser. De janvier à décembre 2025, le shilling kényan est resté stable, à environ 129,30 shillings

<sup>19</sup> Situation et perspectives de l'économie mondiale 2026 (publication des Nations Unies, 2026).

<sup>20</sup> La Zone monétaire commune est l'union monétaire de l'Afrique australe. Ses membres sont l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie.

<sup>21</sup> Reserve Bank of Zimbabwe, « Resolutions of the Monetary Policy Committee meeting held on 28 March 2025 » (en anglais seulement).

pour un dollar<sup>22</sup>, le rand sud-africain s'est apprécié de 7,9 %, pour atteindre 16,86 rand pour un dollar<sup>23</sup>, le naira nigérian s'est renforcé de 6,6 %, pour s'établir à 1 451,80 naira pour un dollar<sup>24</sup>, et la livre égyptienne s'est appréciée de 5,9 %, pour atteindre 47,57 livres pour un dollar<sup>25</sup>. Le franc CFA s'est également apprécié, de 10,5 %, pour atteindre 560,23 francs CFA pour un dollar, soutenu par son ancrage à l'euro<sup>26</sup>. Les taux de change devraient demeurer volatils en 2026, fluctuant en fonction des mesures de politique intérieure et de l'évolution des échanges mondiaux et des marchés des produits de base.

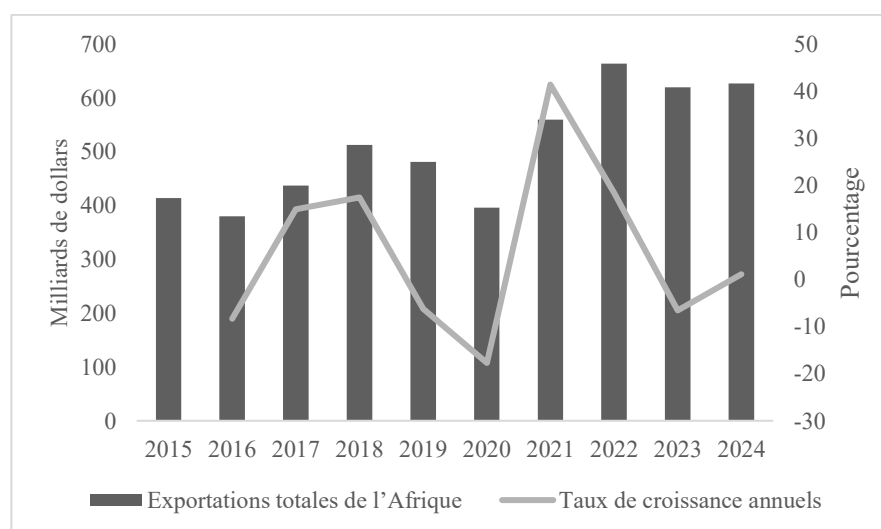
## II. Évolution du commerce et des investissements

### A. Le commerce reste vulnérable aux chocs mondiaux

19. Après avoir rebondi de 41 % en 2021, les exportations africaines ont reculé de 7 % en 2023, sous l'effet de chocs mondiaux, notamment la guerre en Ukraine, les répercussions des changements climatiques et d'autres pressions extérieures (voir figure VII). La valeur des exportations des pays africains vers le reste de l'Afrique et les autres pays du monde a augmenté en 2024 pour atteindre 630 milliards de dollars, dont 106 milliards de dollars correspondaient aux exportations intra-africaines, ce qui constitue un niveau record (voir figure VIII).

Figure VII

**Total des exportations africaines (axe de gauche) et croissance annuelle (axe de droite), 2015-2024**



Source : CNUCED, « Commerce de marchandises : commerce intra et extra de groupes de pays par produits », base de données UNCTADstat. Disponible à l'adresse : <https://unctadstat.unctad.org/datacentre/dataviewer/US.IntraTrade> (site consulté le 23 décembre 2025).

<sup>22</sup> Banque centrale du Kenya, « Forex » (en anglais seulement). Disponible à l'adresse : [www.centralbank.go.ke/forex/](http://www.centralbank.go.ke/forex/).

<sup>23</sup> South African Reserve Bank, « Selected historical rates » (en anglais seulement). Disponible à l'adresse : [www.resbank.co.za/en/home/what-we-do/statistics/key-statistics/selected-historical-rates](http://www.resbank.co.za/en/home/what-we-do/statistics/key-statistics/selected-historical-rates).

<sup>24</sup> Banque centrale du Nigeria, « Exchange rates » (en anglais seulement). Disponible à l'adresse : [www.cbn.gov.ng/rates/ExchRateByCurrency.html](http://www.cbn.gov.ng/rates/ExchRateByCurrency.html).

<sup>25</sup> Banque centrale d'Égypte, « Exchange rates historical data » (en anglais seulement). Disponible à l'adresse : [www.cbe.org.eg/en/economic-research/statistics/exchange-rates/historical-data](http://www.cbe.org.eg/en/economic-research/statistics/exchange-rates/historical-data).

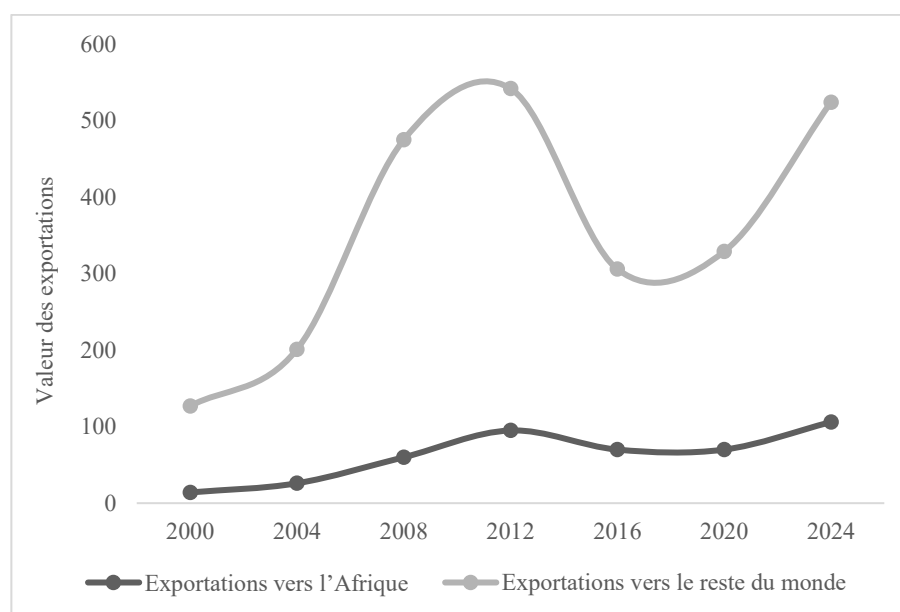
<sup>26</sup> FMI, « Exchange rates (ER) » (en anglais seulement), données du FMI. Disponibles à l'adresse : [https://data.imf.org/en/Data-Explorer?datasetUm=IMF.RES:WEO\(9.0.0\)](https://data.imf.org/en/Data-Explorer?datasetUm=IMF.RES:WEO(9.0.0)).

20. Bien que la valeur du commerce intra-africain ait augmenté en 2024, sa part dans le total des exportations mondiales s'est maintenue à un niveau stable, à environ 17 % (voir figure IX), ce qui souligne l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine afin de réaliser pleinement le potentiel de l'intégration africaine.

21. Malgré les actions menées actuellement pour industrialiser l'Afrique, les exportations totales du continent restent fortement concentrées sur les produits de base. Les combustibles ont représenté en moyenne 35 % des exportations annuelles de l'Afrique vers le reste du monde entre 2020 et 2024, tandis que les minerais et les métaux en ont constitué 15 %. Ensemble, ces deux catégories ont représenté la moitié de l'ensemble des exportations vers le marché mondial, alors que les produits manufacturés n'en représentaient que 23 % (voir figure X). Cette forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base place l'Afrique au bas de l'échelle des chaînes de valeur mondiales et la rend dépendante d'autres régions pour l'approvisionnement en biens manufacturés et finis. À l'inverse, les exportations intra-africaines ont continué d'être dominées par les produits manufacturés, qui représentaient 45 % du total du commerce intra-africain, suivis des produits alimentaires, avec 21 % (voir figure XI). Les secteurs manufacturier et alimentaire sont tous deux essentiels pour le continent, car ils constituent des moteurs majeurs de l'économie et offrent un fort potentiel de renforcement du commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Figure VIII

**Exportations mondiales et régionales de l'Afrique, 2000-2024**  
(en milliards de dollars)

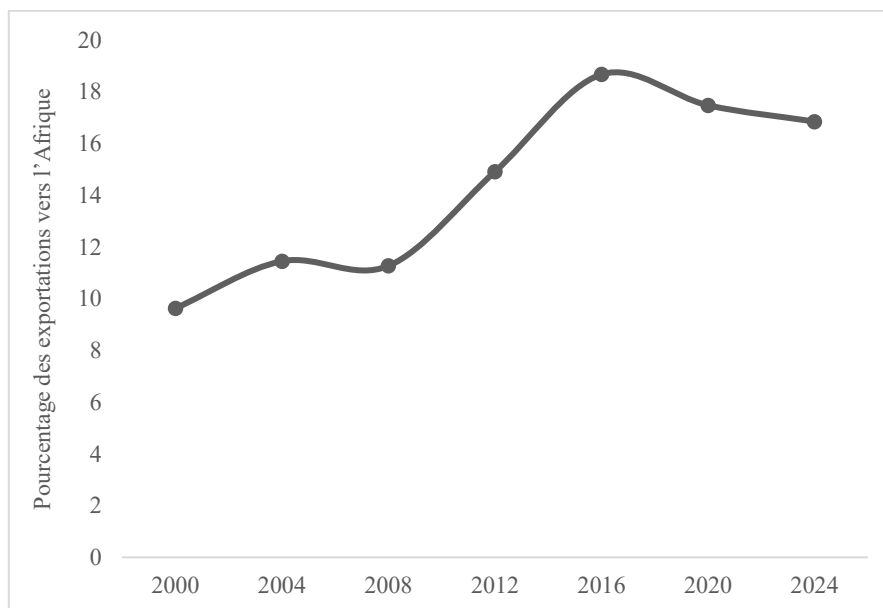


Source : « Commerce de marchandises » (voir figure VII).

Figure IX

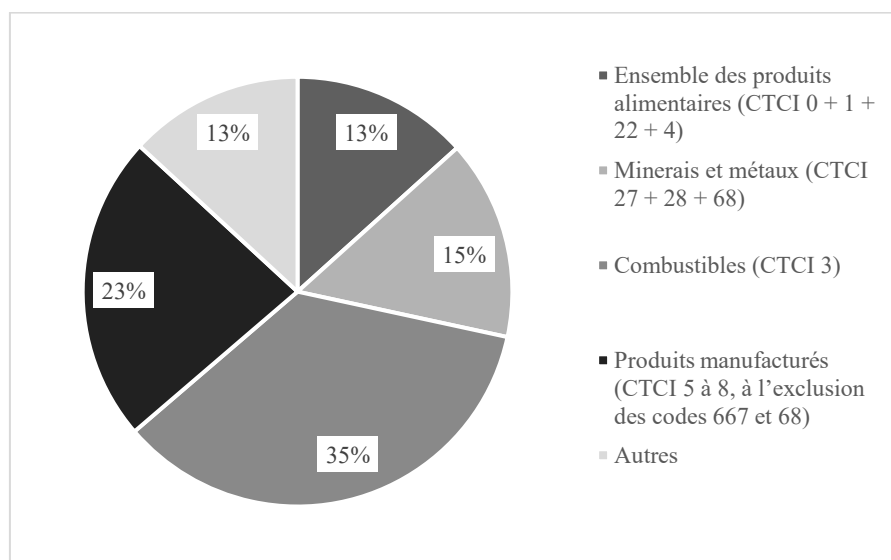
**Exportations mondiales et régionales de l'Afrique, 2000-2024**

(exportations à destination de l'Afrique en pourcentage du total des exportations mondiales)



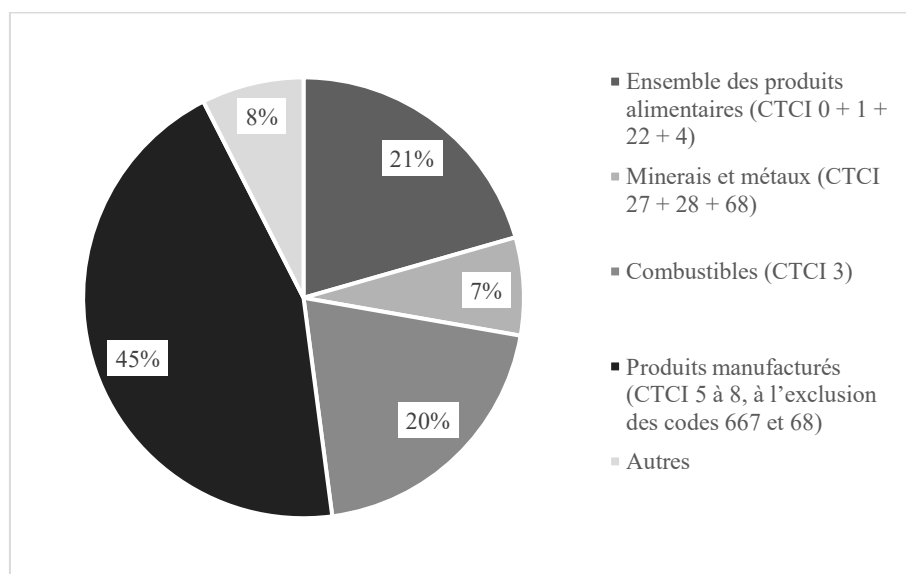
Source : « Commerce de marchandises » (voir figure VII).

Figure X

**Exportations de l'Afrique par secteur, 2020-2024**

Source : « Commerce de marchandises » (voir figure VII). Classification type pour le commerce international (CTCI).

Figure XI  
Exportations intra-africaines par secteur, 2020-2024



Source : « Commerce de marchandises » (voir figure VII). CTCI.

## B. Envois de fonds soutenus en dépit de coûts de transaction élevés

22. Les envois de fonds vers l'Afrique continuent de soutenir le compte courant, ayant augmenté en moyenne de 10,1 % par an entre 2022 et 2024 pour atteindre 104,6 milliards de dollars en 2024. Cette croissance est principalement portée par les bons résultats économiques des pays d'accueil des migrants, l'augmentation du nombre de migrants africains et la stabilité des monnaies. Les principaux pays bénéficiaires des envois de fonds en 2024 étaient l'Égypte (29,6 milliards de dollars), le Nigéria (21,3 milliards de dollars) et le Maroc (12,5 milliards de dollars). Bien que les envois de fonds constituent une ressource vitale pour de nombreux Africains, les coûts de transaction vers l'Afrique restent excessivement élevés par rapport à ceux observés dans d'autres régions. En moyenne, l'envoi de 200 dollars vers l'Afrique coûtait 8,2 % du montant total transféré, contre une moyenne mondiale de 6,5 % au premier trimestre de 2025. L'envoi de fonds par les circuits bancaires entraîne un coût moyen de 21,0 %, contre 6,3 % pour les circuits non bancaires. Les transferts à destination du Malawi étaient les plus onéreux, représentant 44,5 % du montant total envoyé, suivis de ceux à destination de l'Angola (16,4 %) et du Botswana (14,9 %). Ces coûts élevés rendent difficile la mise à profit des transferts de fonds comme source de financement du développement<sup>27</sup>. Néanmoins, les envois de fonds devraient poursuivre leur tendance à la hausse grâce à la stabilité des marchés du travail dans certains pays à revenu élevé qui accueillent des migrants<sup>28</sup>.

## C. Baisse des flux d'investissement étranger direct, malgré une hausse récente

23. Dans le contexte du ralentissement économique mondial actuel, l'Afrique s'est distinguée comme une exception notable, témoignant d'un regain de confiance des investisseurs et d'une forte augmentation des flux

<sup>27</sup> Remitscope, « Africa, region overview » (en anglais seulement), Fonds international de développement agricole. Disponible à l'adresse : <https://remitscope.org/africa/>.

<sup>28</sup> Dilip Ratha et al., *Après un ralentissement en 2023, les envois de fonds devraient repartir à la hausse en 2024*, (Washington, Banque mondiale, 2024).

d'investissement étranger direct (IED). Avec une hausse remarquable de 75 % des entrées d'IED (passées de 55 milliards de dollars en 2023 à 97 milliards de dollars en 2024), l'Afrique a représenté 6 % des flux mondiaux d'IED. Cette forte hausse s'explique en grande partie par le mégaprojet de Ras El Hekma en Égypte<sup>29</sup>, d'un montant de 35 milliards de dollars ; toutefois, même en l'absence de ce projet, l'Afrique aurait enregistré une progression solide de 12 % des entrées d'IED par rapport à 2023. Le Maroc, pour sa part, a enregistré une augmentation de 55 % des entrées d'IED, portée par de nouveaux investissements dans la production d'ammoniac vert et de carburants synthétiques. L'Afrique du Nord a enregistré les entrées d'IED les plus élevées, avec un total de 51 milliards de dollars en 2024, contre 16 milliards de dollars en 2023.

24. Au début de 2025, toutefois, les flux d'IED vers l'Afrique ont fortement diminué : les données préliminaires pour le premier semestre de l'année font état d'un recul de 42 % des entrées d'IED, dû en grande partie à l'effet de l'investissement de grande ampleur réalisé en 2024 dans le mégaprojet de Ras El Hekma en Égypte. En l'absence de ce projet, la baisse aurait été plus modérée, de l'ordre de 8 %. Le recul des IED s'explique par plusieurs facteurs : les investissements dans le secteur primaire ont chuté de 76 %, sous l'effet de la persistance de prix de l'énergie bas ; les investissements de création (dits « greenfield ») dans le secteur manufacturier ont ralenti, en particulier dans les pays touchés par les relèvements des droits de douane imposés par les États-Unis, ce qui a conduit les investisseurs à se retirer des secteurs fortement intégrés aux chaînes d'approvisionnement ; enfin, le financement international de projets dans les pays les moins avancés a diminué de 85 %, en raison de taux d'intérêt élevés et d'une disponibilité réduite des capitaux. Des signes de résilience subsistent toutefois, le financement de projets dans le domaine des énergies renouvelables ayant augmenté au cours de la même période. Cette progression a été portée par deux grands projets de stockage d'énergie par batteries : une installation de 10 MW en Somalie et une installation de 15 MW au Niger, toutes deux soutenues par des promoteurs canadiens<sup>30</sup>. Ce ralentissement fait suite à une année 2024 exceptionnelle et, étant donné que les données disponibles au moment de la rédaction du présent rapport ne couvraient que le premier semestre de 2025, cette tendance doit encore faire l'objet d'un suivi et ne saurait être considérée comme un retournement durable.

### III. Évolution récente de la situation sociale

#### A. Lente réduction de la pauvreté dans un contexte de fortes inégalités des revenus

25. Malgré les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté à l'échelle du continent, celle-ci reste un défi majeur pour le développement en Afrique. S'agissant de la pauvreté monétaire, on constate que l'incidence de l'extrême pauvreté, ainsi que le nombre de personnes vivant dans cette situation, ont augmenté dans plusieurs des pays les moins avancés du continent, notamment dans deux des pays les plus peuplés : l'Éthiopie et la République démocratique du Congo (voir figure XII)<sup>31</sup>. En Ouganda, au Soudan du Sud et

<sup>29</sup> Le projet de développement de Ras El Hekma, d'un montant de 35 milliards de dollars, soutenu par une société de développement émiratie et par le Gouvernement égyptien, transformera Ras El Hekma grâce à la construction d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, de zones résidentielles, de complexes hôteliers et d'infrastructures publiques. Le Gouvernement conservera une participation de 35 %.

<sup>30</sup> CNUCED, Moniteur de l'investissement étranger direct, no 49 (octobre 2025).

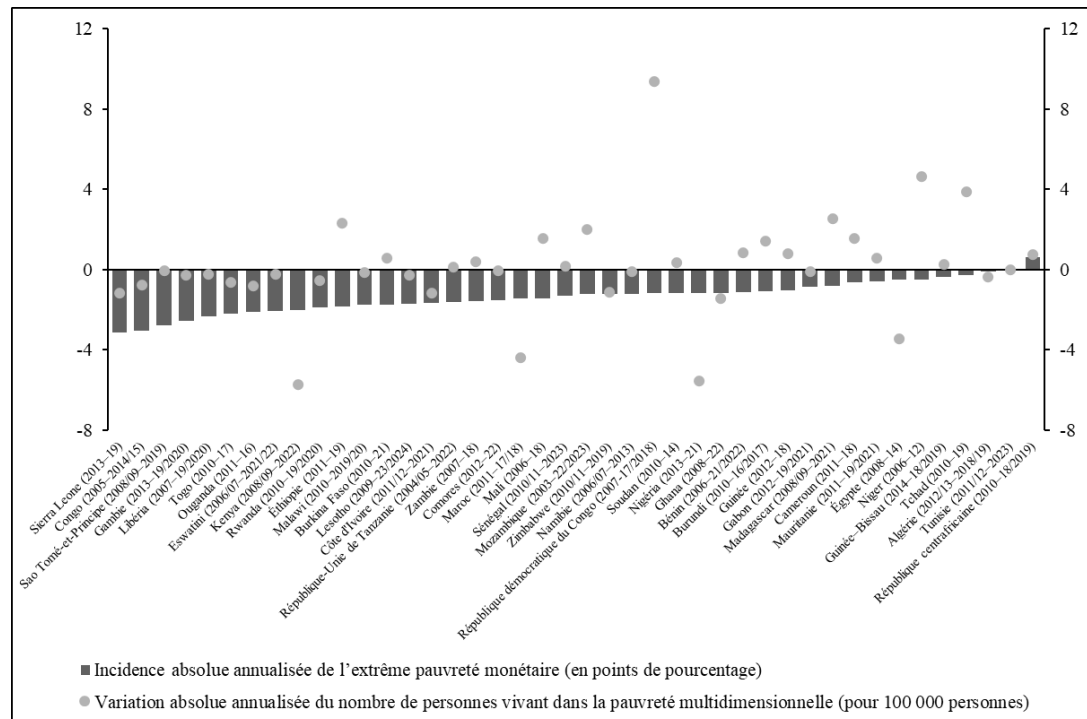
<sup>31</sup> La pauvreté monétaire (pauvreté de revenu) est évaluée à l'aide des seuils internationaux d'extrême pauvreté de la Banque mondiale (trois dollars par jour, en parité de pouvoir d'achat de 2021), tels qu'ils figurent dans Lakner et al., « June 2025 update to the Poverty and Inequality Platform (PIP): what's new » (en anglais seulement). Global Poverty Monitoring Technical Note (en anglais seulement), Washington : Groupe de la Banque mondiale (2025).

au Zimbabwe, en revanche, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a certes augmenté, mais l'incidence de l'extrême pauvreté monétaire a diminué. Dans certains pays, dont l'Afrique du Sud, le Ghana, le Maroc et le Sénégal, tant l'incidence que le nombre absolu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ont diminué.

26. En revanche, la pauvreté multidimensionnelle, telle qu'elle est mesurée par l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle<sup>32</sup>, n'a augmenté qu'en République centrafricaine (voir figure XII), tandis que plusieurs pays africains ont accompli des progrès substantiels vers une réduction globale de la pauvreté, tant en nombre absolu qu'en proportion de la population. Le Kenya a enregistré les progrès les plus importants rapportés à la taille de sa population, suivi du Nigéria, du Maroc et de l'Égypte (voir figure XII).

Figure XII

**Incidence de la pauvreté multidimensionnelle et nombre de personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle en Afrique**

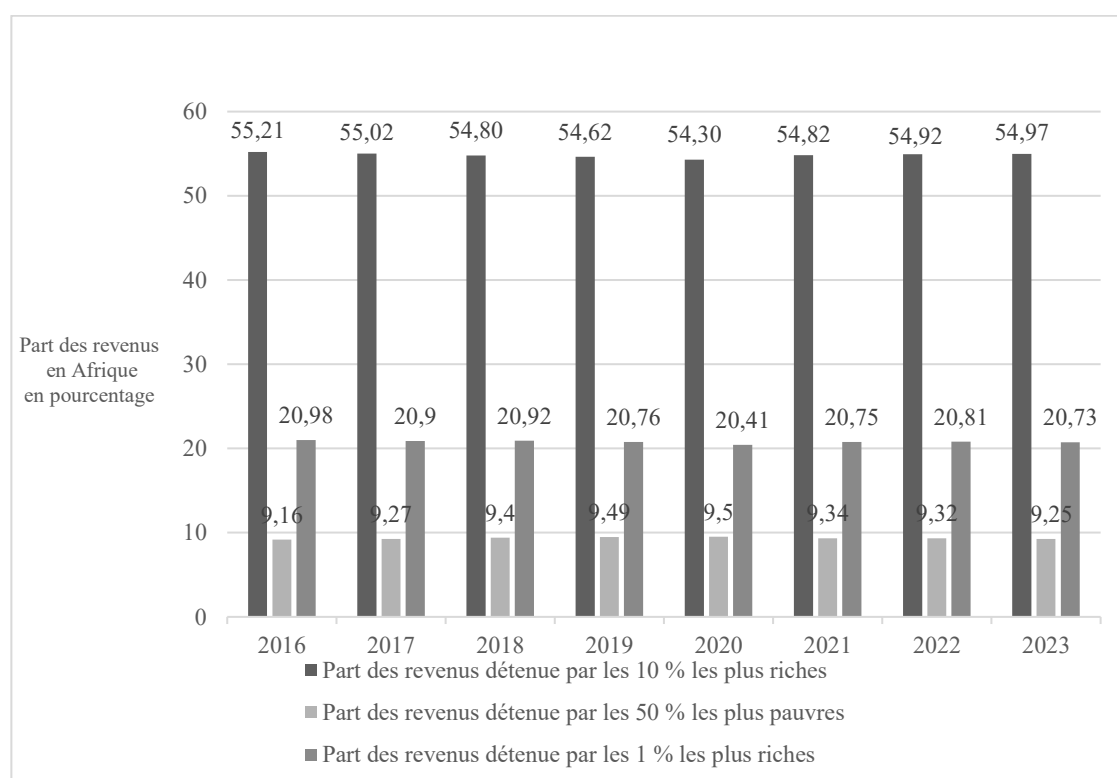


*Source* : calculs de la CEA fondés sur Alkire et al., « The global multidimensional poverty index (MPI) 2025 country results and methodological note », OPHI MPI Methodological Note, no 61 (en anglais seulement), Oxford Poverty and Human Development Initiative, [Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Université d'Oxford, 2025].

27. La plupart des pays africains ont connu de fortes inégalités des revenus ces dernières années. Plus des trois quarts des revenus sont perçus par seulement 10 % de la population, tandis que la moitié de la population contrôle moins d'un dixième du revenu total. Dans le décile supérieur, le 1 % le plus riche représente à lui seul environ un cinquième du revenu total, ce qui témoigne d'une forte concentration des revenus au sommet de l'échelle. Cette situation est restée largement inchangée au cours des dix dernières années (voir figure XIII).

<sup>32</sup> La pauvreté est considérée comme un phénomène multidimensionnel qui va au-delà des seuls aspects monétaires, comme le reflète la cible 1.2 des objectifs de développement durable. L'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle prend en compte 10 types de privations auxquelles les personnes peuvent être confrontées simultanément.

Figure XIII  
Tendances en matière d'inégalités des revenus en Afrique



Source : calculs réalisés par la CEA à partir de la base de données sur les inégalités mondiales du World Inequality Lab.

28. L'Afrique australe présente les niveaux d'inégalité les plus élevés et compte sept des quinze pays les plus inégalitaires du continent. Les pays où les inégalités sont les plus marquées sont l'Afrique du Sud, la Namibie, l'Esuatini et le Botswana<sup>33</sup>. En revanche, les inégalités sont beaucoup moins marquées en Afrique du Nord, notamment en Algérie, en Égypte et, dans une certaine mesure, en Tunisie. Ces pays affichent également des niveaux plus faibles de pauvreté multidimensionnelle et de pauvreté monétaire.

## B. L'Afrique reste la région qui s'urbanise le plus rapidement

29. Depuis 1990, l'Afrique connaît une croissance urbaine sans précédent, ce qui en fait la région à l'urbanisation la plus rapide. En 2025, la population urbaine du continent a augmenté à un rythme d'environ 3,5 % par an, et l'Afrique devrait rester la région à l'urbanisation la plus rapide au cours des prochaines décennies (voir figure XIV). Cette croissance est principalement imputable à un taux de fécondité élevé de 4,6 enfants par femme en Afrique subsaharienne, contre un taux mondial de 2,4<sup>34</sup>. Le lien entre fécondité et urbanisation est particulièrement marqué dans les pays où la croissance de la population urbaine est supérieure à la moyenne. En 2020, le taux de fécondité en Afrique s'élevait à 4,1 enfants par femme, mais atteignait 5,8 dans les pays où la croissance de la population urbaine dépassait 3,5 % par an<sup>35</sup>. Dans des cas extrêmes, comme au Niger, en République démocratique du Congo et au Tchad,

<sup>33</sup> Wid.world, « What's new about inequality in Sub-Saharan Africa in 2023? » (en anglais seulement) ; Banque mondiale, *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union* (en anglais seulement) (Washington, 2022).

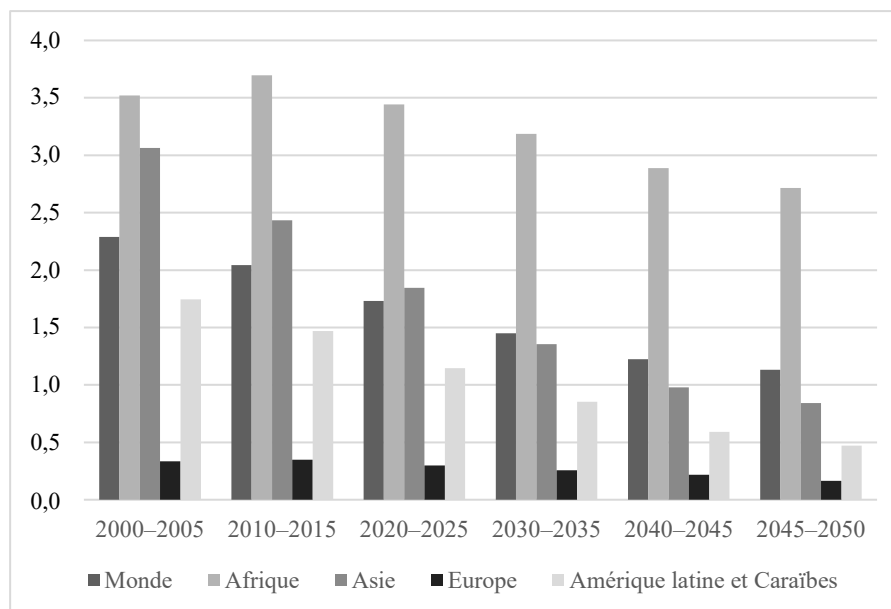
<sup>34</sup> Aletheia Donald et al., *The Fertility Impacts of Development Programs*, Policy Research Working Paper, no 10848 (en anglais seulement) (juillet 2024).

<sup>35</sup> Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN> (site consulté le 23 décembre 2025).

la croissance de la population urbaine a dépassé 4 % par an, avec des taux de fécondité moyens supérieurs à 6 enfants par femme<sup>36</sup>. La croissance de la population urbaine subit en outre une pression accrue du fait des migrations des zones rurales vers les zones urbaines, motivées par la recherche d'emplois et l'accès aux services, ou par des déplacements liés aux conflits et à d'autres chocs<sup>37</sup>.

Figure XIV

**Taux de croissance de la population urbaine, 2000-2050**  
(en pourcentage)



*Source* : calculs de la CEA fondés sur les données du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), « Annual Rate of Change » (en anglais seulement), base de données sur les indicateurs urbains. (site consulté le 7 janvier 2026).

### C. Le chômage reste un défi, les marchés du travail urbains étant dominés par le secteur informel

30. En Afrique, l'économie informelle continue de dominer les marchés du travail urbains, générant plus de 80 % de l'emploi et constituant la principale source de moyens de subsistance des populations urbaines<sup>38</sup>. Les taux de chômage restent élevés dans toutes les sous-régions du continent, l'Afrique australe affichant le taux le plus élevé, avec 15 % en 2024, suivie par l'Afrique du Nord, avec 12 %<sup>39</sup>. En outre, l'emploi informel touche de manière disproportionnée les groupes vulnérables : 95,8 % des jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans, conformément à la définition utilisée par l'Organisation internationale du Travail), 92 % des femmes et une proportion importante des travailleurs handicapés (78 % au Botswana et 98 % au Bénin) sont employés

<sup>36</sup> Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde. Disponible aux adresses : <https://data.worldbank.org/indikator/SP.URB.GROW> et <https://data.worldbank.org/indikator/SP.DYN.TFRT.IN> (site consulté le 23 décembre 2025).

<sup>37</sup> Andrea Cattaneo et Sharman Robinson, « Multiple moves and return migration within developing countries: a comparative analysis », *Population, Space and Place*, vol. 26, no 7 (en anglais seulement).

<sup>38</sup> Melis Guven et Raphaela Karlen, « Supporting Africa's urban informal sector: coordinated policies with social protection at the core » (en anglais seulement), Banque mondiale, 3 décembre 2020.

<sup>39</sup> Le taux de chômage est mesuré en pourcentage de la population active totale. Calculs de la CEA fondés sur les données de l'Organisation internationale du Travail (OIT), base de données des estimations modélisées de l'OIT. Disponible à l'adresse : <https://ilostat.ilo.org/methods/concepts-and-definitions/ilo-modelled-estimates/> (site consulté le 23 décembre 2025).

dans l'économie informelle<sup>40</sup>. Les travailleurs du secteur informel restent très vulnérables aux chocs extérieurs et à l'instabilité des marchés, ce qui se traduit par des revenus instables et un risque accru de pauvreté.

31. L'Afrique abrite la population active urbaine la plus jeune et connaissant la croissance la plus rapide. Néanmoins, près de 60 millions de jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, et près de 13 millions sont au chômage. Le niveau élevé d'emploi informel et d'insécurité de l'emploi qui en résulte entraîne une grande vulnérabilité sur le marché du travail<sup>41</sup>. En outre, la population active devrait croître sensiblement sous l'effet des tendances démographiques et de l'urbanisation en cours, la population en âge de travailler devant passer de 224 millions en 2030 à 730 millions d'ici à 2050<sup>42</sup>. La création d'emplois formels n'ayant pas suivi le rythme de cette croissance rapide, des inquiétudes subsistent quant à la capacité du continent à tirer parti de son dividende démographique<sup>43</sup>.

#### **D. La persistance de disparités importantes fondées sur le genre reste un obstacle majeur à la transformation de l'Afrique**

32. Bien que les disparités fondées sur le genre au niveau mondial se soient réduites de 68,8 %, la pleine parité ne devrait pas être atteinte avant encore 123 ans. Selon les données de l'Indice du genre en Afrique, le continent affiche un score de 50,3 % en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, soit une légère progression par rapport aux 48,6 % enregistrés en 2019. Ce résultat rappelle avec force l'ampleur des disparités qui subsistent<sup>44</sup> et qui risquent de faire obstacle aux aspirations économiques de l'Afrique en limitant sa capacité à tirer parti de l'innovation et à promouvoir une croissance inclusive. L'inégalité entre les sexes ne se limite pas à une privation de droits : elle a également des conséquences économiques considérables, avec un coût moyen estimé à 95 milliards de dollars par an en Afrique depuis 2010 et un coût annuel maximal de 105 milliards de dollars (6 % du PIB) en 2014<sup>45</sup>. À elles seules, les institutions sociales discriminatoires ont réduit le PIB de près de 7,5 % en 2019<sup>46</sup>. Les auteurs d'un rapport publié en 2021 ont estimé que, si l'ensemble des pays africains parvenaient à réduire les disparités entre les sexes pour les aligner sur celles du pays le plus performant de la région, notamment en matière de taux d'activité et d'inclusion numérique, cela pourrait permettre de dégager 316 milliards de dollars supplémentaires (soit 10 % du PIB du continent d'ici à 2025)<sup>47</sup>. La promotion de l'égalité des genres reste donc essentielle pour valoriser pleinement le potentiel économique de l'Afrique et assurer un avenir plus prospère à l'ensemble de sa population.

<sup>40</sup> OIT, « Une nouvelle base de données de l'OIT met en évidence les difficultés des personnes handicapées sur le marché du travail », 13 juin 2022.

<sup>41</sup> Banque mondiale, *Africa's Pulse*, no 25, avril 2022 – Boosting Resilience: The Future of Social Protection in Africa, Reliefweb (en anglais seulement), 13 avril 2022.

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Forum économique mondial, *Rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde 2025* (Cologny/Genève, 2025) ; BAD et CEA, *Rapport analytique de l'indice de l'égalité du genre en Afrique 2023 : Femmes africaines en temps de crise* (Abidjan ; Addis-Abeba, 2024).

<sup>45</sup> PNUD (2016). *Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 - Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique*, New York.

<sup>46</sup> Mayowa Kuyoro, Umar Bagus et Krutika Dharmadhikary, « Closing the loop: the quest for gender parity in African tech » (en anglais seulement), (McKinsey & Company, 28 août 2025) ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *SIGI 2021 Regional Report for Africa* (en anglais seulement) (Paris, 2021).

<sup>47</sup> Ibid.

## IV. Conclusion et recommandations

33. Compte tenu des taux de croissance relativement faibles et des vulnérabilités macroéconomiques et structurelles persistantes, il est indispensable de mener des politiques efficaces et des réformes ambitieuses pour stimuler la croissance, assurer la résilience face aux chocs et promouvoir la stabilité macroéconomique. Les pouvoirs publics devraient donc allouer des ressources aux secteurs à forte productivité tout en renforçant l'assainissement des finances publiques et les systèmes de gestion de la dette afin de mobiliser des ressources intérieures supplémentaires. Les réformes macroéconomiques devraient être conçues de manière à encourager l'innovation et l'adoption responsable des technologies, afin de pouvoir relever les défis économiques et sociaux. Les pouvoirs publics devraient donc intégrer des politiques d'innovation dans leurs plans nationaux de développement afin de garantir la continuité des investissements dans les technologies, l'industrie, l'agriculture et le développement des compétences tout au long du cycle électoral, et pas seulement pendant la période préélectorale.

34. Ces efforts devraient être complétés par une coopération internationale fondée sur une participation active à l'élaboration de la convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale, ainsi qu'au suivi des résultats de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Une telle démarche pourrait conduire à la mise en œuvre de mesures visant à élargir l'assiette fiscale des pays, ce qui améliorerait la mobilisation des ressources intérieures et élargirait leur marge de manœuvre budgétaire. Compte tenu de leur vulnérabilité aux financements extérieurs, les pays africains devraient développer leurs mécanismes de financement en monnaie locale, notamment en mettant en place des marchés obligataires en monnaie locale et en renforçant les marchés financiers africains, afin d'accéder à l'excédent de liquidités existant dans les systèmes financiers de plusieurs pays. Les marchés obligataires en monnaie locale jouent un rôle déterminant dans le renforcement de la stabilité financière et le soutien à une croissance durable, car ils protègent les systèmes économiques locaux contre les effets des crises financières en offrant des mécanismes locaux d'épargne et d'investissement. Par ailleurs, l'élargissement de la marge de manœuvre budgétaire passe également par une réduction du coût de l'emprunt sur les marchés internationaux des capitaux ; à cette fin, il est essentiel de renforcer les capacités permettant de collaborer plus efficacement avec les agences de notation souveraine, afin d'obtenir des notations reflétant de manière plus juste le potentiel économique des pays africains.

35. Pour renforcer la transformation structurelle du continent, les pouvoirs publics doivent attirer des investissements dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, les infrastructures et l'industrie manufacturière. Ils devraient également tirer parti d'outils de financement novateurs, tels que les obligations vertes et bleues, les conversions de dettes en mesures en faveur de la nature, les fonds d'investissement dans les infrastructures et les fonds fiscalement avantageux, afin d'accroître le financement du développement. Les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable peuvent être accélérés grâce à des actions conjointes associant le secteur privé, les institutions financières, la société civile et les jeunes dans les domaines du financement et des solutions technologiques. La plupart des pays africains ont besoin de flux réguliers de financements nouveaux et abordables, et certains doivent également procéder à une restructuration de leur dette.

36. Dans un contexte commercial mondial en pleine évolution, l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine offre aux pays africains une plateforme leur permettant de réduire leur dépendance à l'égard des marchés extérieurs et de renforcer leur résilience interne. L'accélération de la mise en application de l'Accord constitue une priorité impérative pour la diversification économique et la transformation structurelle, car elle pourrait stimuler considérablement les échanges commerciaux et favoriser des changements transformateurs en contribuant à relever les

principaux défis du continent, tels que les pénuries d'énergie et l'insécurité alimentaire. Elle permettrait ainsi aux pays africains de constituer des réserves solides et de renforcer leur résilience face aux chocs. Le renforcement des systèmes régionaux de paiement, tels que le Système panafricain de paiement et de règlement, faciliterait les paiements intrarégionaux en les rendant plus simples, plus rapides et moins coûteux, et constituerait une étape importante dans le déploiement de la Zone de libre-échange continentale africaine.

37. Le nombre croissant de jeunes Africains représente un énorme potentiel en matière de leadership mondial, d'innovation et de croissance économique. Pour réaliser ce potentiel, le continent doit soutenir et accélérer le développement des infrastructures numériques et investir de manière stratégique dans l'éducation et les technologies. Ces investissements devraient viser à orienter les dépenses d'éducation vers les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, et permettre une exposition précoce aux technologies de pointe. En accordant la priorité aux infrastructures numériques, à la formation professionnelle et à des politiques inclusives, les pouvoirs publics et le secteur privé peuvent valoriser le vaste potentiel de la jeunesse africaine et renforcer l'inclusion des femmes et des filles dans la transformation économique.

---